

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-073

DU 28 JANVIER 2022

GESTION FONCIÈRE ET CONVENTIONS RELATIVES AUX EPLE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 modifiant l'article L 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques ;

VU la délibération n°CR 83-06 du 6 octobre 2006 de mise en oeuvre de la loi du 13 août 2004 ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 22 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-056 du 21 janvier 2021 relative à la gestion foncière des EPLE, aux conventions relatives à des EPLE, et de fixation de redevances dans le cadre de conventions d'occupation d'EPLE ;

VU les orientations stratégiques de la Région ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-073 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,


Article 1 :

Fixe, dans le cadre de l'article L. 214-6-2 du code de l'éducation, le montant dû à la Région par l'Université Sorbonne Paris-Nord pour l'occupation de locaux et équipements scolaires du nouveau lycée de Pierrefitte-sur-Seine (93) pour le 1^{er} semestre 2022 à la somme de 6 360 € nets.

Article 2 :

Fixe un montant de redevance de 14 € nets par mètre carré occupé par mois pour les occupations d'emprise foncière des établissements publics locaux d'enseignement consenties à des opérateurs privés en vue de la réalisation de travaux mitoyens, dont la durée d'occupation n'excède pas un an et dont le montant total de la redevance due n'excède pas un montant de 50.000,00 € net pour toute la durée d'occupation.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1135994-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.